Arnaud Maïsetti : « Démasquer la nature contre-révolutionnaire de notre démocratie »

Ballast
8 novembre 2021

Entretien inédit pour le site de Ballast

Au lendemain d'un vaste soulèvement populaire parisien, la Convention nationale, élue au suffrage universel masculin, abolit la monarchie le 21 septembre 1792. Ainsi la République voit-elle le jour, mettant un terme à mille ans de despotisme féodal. Sept mois plus tard, l'assemblée révolutionnaire se coiffe d'un Comité de salut public : un gouvernement qui ne dit pas son nom. Il a pour mission de structurer la démocratie naissante et d'affronter la double menace qui pèse sur la Révolution et la République : la guerre civile et les armées d'Europe. Saint-Just, député de l'Aisne âgé de pas même trente ans, est l'un des membres élus du Comité. Proche de Robespierre, il aspire à instituer une « république véritable » *: qu'il n'y ait* « plus un malheureux ni un pauvre dans l'État »*. Bientôt, il sera renversé, la Révolution stoppée puis la République abrogée. L'écrivain Arnaud Maïsetti, auteur d'une biographie consacrée au dramaturge Bernard-Marie Koltès, a récemment publié* Saint-Just & des poussières *: un portrait littéraire soucieux d'accompagner les luttes sociales de notre temps — celui où tant de « républicains » paradent parmi les ruines de la Révolution.*

En cinq ans, la littérature française a vu deux ouvrages offensifs sur la Révolution. *14 juillet*, de Vuillard, et le vôtre. Hasard ou signe des temps ?

Signe de tous les temps, sans doute : et les nôtres, pas moins qu'hier. Ce qui importe, maintenant comme toujours, c'est d'interroger notre présent, et la Révolution pourrait bien être ce levier capable d'en soulever l'insupportable pesanteur. La question révolutionnaire, où qu'on l'envisage, reste avant tout celle de ses bornes. La Révolution est-elle achevée ou non ? Cette question se pose à chaque génération. L'enjeu n'est pas historiographique : il est de part en part politique. On sait combien la Réaction a œuvré — et œuvre toujours — pour la clore : dès l'An I [*septembre 1792*], c'était d'ailleurs cela qui structurait le champ et les actions. Aux yeux d'hommes comme Saint-Just par exemple, là était la ligne de partage, entre ceux qui considéraient que la Révolution était encore à faire et ceux qui la pensaient achevée. Cette question demeure et constitue même l'enjeu révolutionnaire. Pour le dire autrement, ceux qui voudraient en finir avec la Révolution disent que la Révolution est finie. Face à cela, ceux qui envisagent que le projet émancipateur et égalitaire n'a pas été accompli, et s'est même brisé la nuit du 9 Thermidor[1], tâchent d'en relancer les forces, le désir et l'urgence. Depuis cette chute, il me semble qu'on n'a pas cessé d'y revenir, de s'y affronter. Il est vrai qu'après 1989 et l'édifiante réécriture de l'épisode révolutionnaire, ainsi que sa funèbre neutralisation sous la pompe commémorative, quelque chose s'était tu, avait reflué.

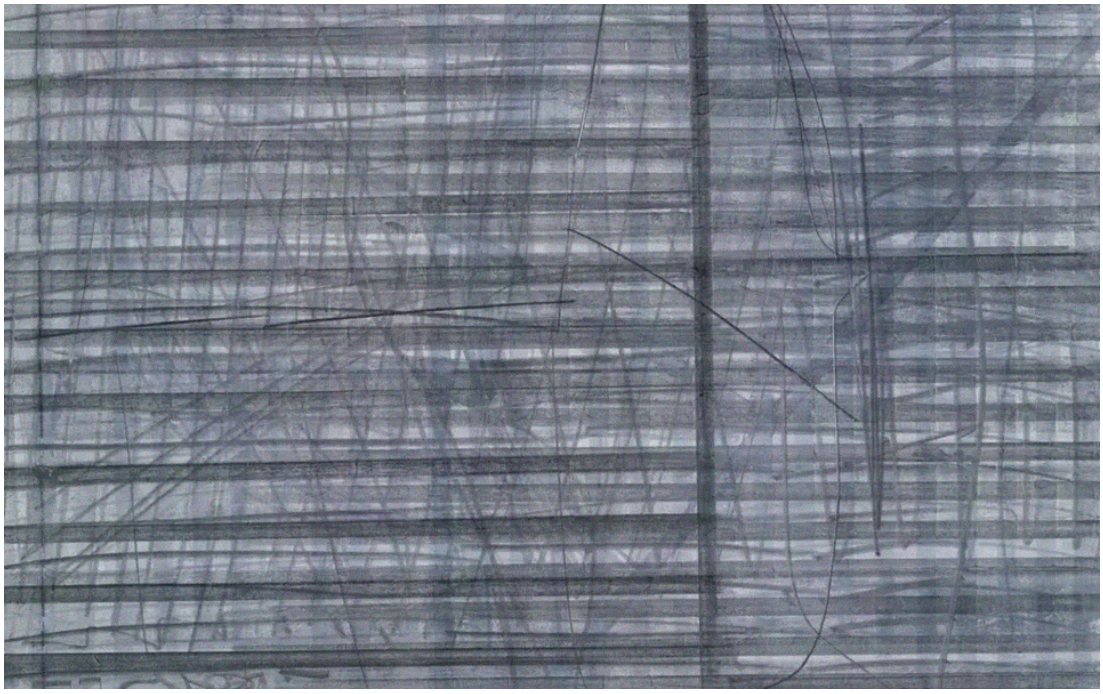
La commémoration du bicentenaire de la Révolution a en effet été l'occasion d'une grande dépolitisation officielle…

> ***« Pour le dire autrement, ceux qui voudraient en finir avec la Révolution disent que la Révolution est finie. »***

1989 a marqué, avec l'effondrement soviétique, une certaine mise en arrêt de l'idée même de révolution. L'offensive contre-révolutionnaire pouvait s'opérer sans presque de résistance, proclamant ici la fin de l'Histoire, là le triomphe du néolibéralisme. Mais depuis quinze ans, quelque chose face à cela se réarme. Et, comme souvent, après ces phases de recul, c'est par l'imaginaire que la lutte reprend pied. Déjà, au tournant des années 2010, un spectacle comme *Notre Terreur* de Sylvain Creuzevault tentait de renouer avec cette question de l'inachèvement révolutionnaire. Ou bien Joël Pommerat, avec *Ça ira (1) Fin de Louis*, différemment, mais également inquiet de cette pseudo-clôture. Il s'agit de faire feu de tout bois. Le théâtre ou la littérature ne seraient, sans privilège, que quelques-uns des foyers où réanimer la cendre, presque froide, mais pas encore éteinte.

Il y a chez les écrivains et les artistes qu'on qualifie d'« engagés », de « politiques », une tendance quasi systématique à refuser le terme « militant », à vouloir conserver sa « liberté », son « indépendance ». Comment avancez-vous ?

La littérature militante a mauvaise presse, oui, et avant tout auprès des écrivains. Peut-être est-ce parce que c'est de « la littérature politique en pire », pour paraphraser ce que disait à propos du théâtre militant le bolchevik Maxim Valentin dans les années 1930. Je ne vois pas en quoi un auteur dégagé aurait davantage d'indépendance, surtout si c'est pour parler la langue de la domination. Je crois surtout que bien des écrivains connaissent peu la réalité de la vie militante, qu'ils pensent lâchement comme synonyme de soumission aux appareils et d'aliénation aux mots d'ordre. C'est négliger évidemment la grande vitalité des échanges, la conflictualité qui l'anime, dans l'amitié. Pour ma part, je ne vois pas d'opposition entre mon travail d'écriture et mes engagements comme militant communiste révolutionnaire, mais des séries de contradictions qui mettent en mouvement. C'est que, dans l'écriture, il ne s'agit pas seulement de parler en son propre nom, mais penser et parler contre soi-même aussi, laisser des espaces indécidables, s'affranchir de soi, avancer dans ce qu'on ignore. Puis, le militant que je suis cohabite avec d'autres identités, parfois rêvées ou inavouables, avec lesquelles l'auteur doit bien composer, et qui finissent par se loger dans une blessure qui n'est pas seulement politique — mais demeure sans nom.



[Moshe Kupferman]

L’humeur de l’époque, en littérature, est volontiers à l’écriture blanche. Votre style, dès lors, frappe par le décalage qu'il produit — lyrisme tenu, goût pour l’aphorisme, imparfait du subjonctif. N’avez-vous pas craint de paraphraser votre sujet ?

Raconter la vie de Saint-Just imposait de s’ajuster à elle. Et inversement : si j’ai choisi de me porter sur cette vie, plutôt, par exemple, que sur celle de Robespierre, c’est que la langue qu’a forgé Saint-Just fut, plus que d'autres, celle qui aura nommé la Révolution. C’était par exemple cette langue qui, dans le poème érotique « Organt » composé en partie en prison à la veille de la Révolution, avait su chercher dans l’héritage du XVIII^{e} siècle de quoi se débarrasser poétiquement des pouvoirs religieux, politiques ou moraux qui organisaient l’Ancien Régime. C’était cette langue qui avait su trouver les mots pour accuser : geste fondateur et fondamental de la Révolution — à Saint-Just était revenu ce rôle, au moment du procès du roi, ou plus tard, face aux fractions. C’était enfin cette langue qui avait su être le relais, et la traduction, des desseins du Comité de salut public. À lui revenait la charge de nommer ce que le Comité avait collectivement formulé. Mais il ne s’agissait pas seulement de trouver les mots dans la langue. Il fallait encore faire de la langue la force capable de conduire la Révolution et de la relancer sans cesse — une fois encore, tel était et demeure l’enjeu de la Révolution : sa poursuite, sans quoi elle se dérobe à elle-même, et cesse, et chute. Saint-Just aura été l’instrument lyrique des

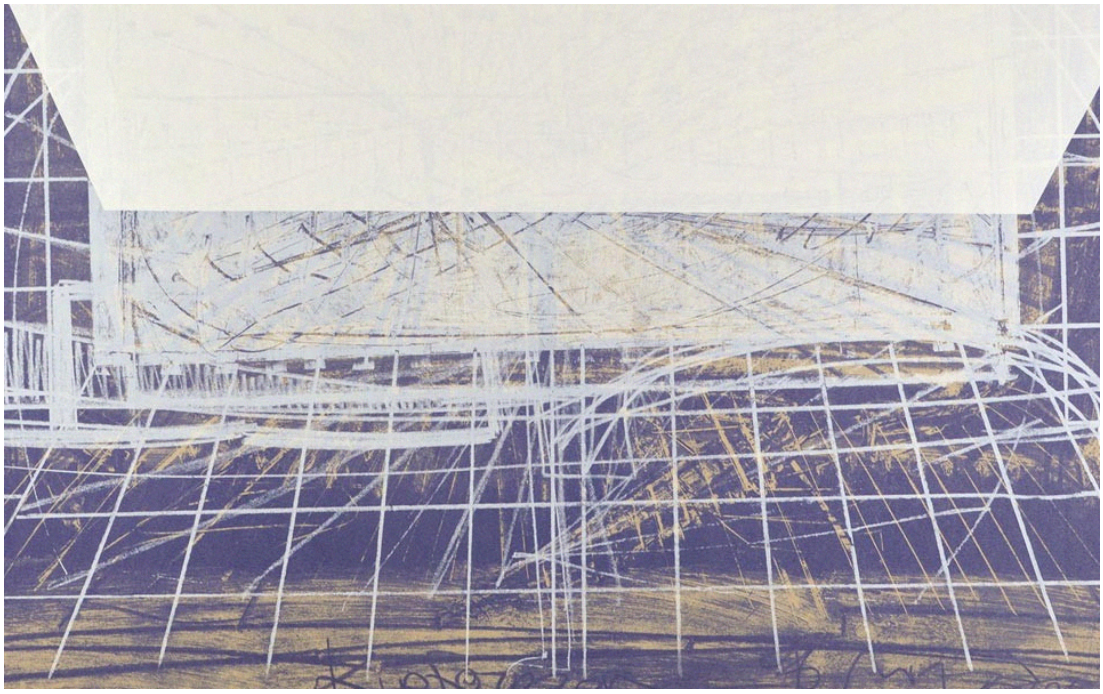
temps les plus âpres de la Révolution précisément parce que seule cette langue féroce, radicale, tout à la fois lapidaire dans ses formules et ample dans ses prises de parole, était capable de conjoindre le verbe et l'action.

> ***« Il importe de penser politiquement les affects et affirmer que l'espoir, le désir, la colère, la peur même, sont capables de soulever. »***

Quand il juge la Révolution « *glacée* » en raison de la peur qu'inspirent les décisions du Comité, c'est lui qui tente de la relancer dans la langue, où l'encouragement n'est pas un vain mot, mais cette capacité à soulever les cœurs et les corps. Écrire en retour une telle vie, c'est moins jouer à retrouver cette langue — de toute manière passée, et qu'on ne redirait pas sans ridicule — que de tâcher d'en retrouver les forces encloses en elle. Dès lors, ce serait plutôt dialoguer avec elle. Et puisque le présent ne cesse de nous dresser en faisant l'éloge du pragmatisme — celui qui regarde la réalité en face comme si elle était une —, à raisonner avec les chiffres et les courbes, il importe de penser politiquement les affects et affirmer que l'espoir, le désir, la colère, la peur même, quand ils ne sont pas manipulés mais nommés, sont capables de soulever.

Écrire *à partir* de la Révolution plus encore que *sur* elle, donc ?

Écrire *depuis* la Révolution. Ce qui serait contre-écrire la langue de notre temps : à la fausse neutralité des langues, pendant d'une véritable neutralisation des affects, répondre par une langue autre. C'est par exemple prendre le parti de la beauté, dans la langue, beauté qui fait naître le désir d'autres mondes et d'autres manières de vivre — en regard de ce que la laideur homogène des temps nous propose.



[Moshe Kupferman]

Vous vous êtes réclamé du communisme. La gauche anticapitaliste au sens large se divise en deux, pour le dire vite, à propos de la Révolution française. Un bloc honore la mémoire de Robespierre, de Saint-Just et du Comité de salut public — autrement dit les révolutionnaires au pouvoir. Un autre met en avant Marat, les Enragés et les « Hébertistes » — autrement dit l'avant-garde révolutionnaire. Parler de Saint-Just, est-ce une manière de poser la question, décriée dans une large partie de la gauche radicale contemporaine, de la prise du pouvoir, de l'organisation, du peuple ?

Clairement. Bien sûr, il importe de raconter désormais la Révolution depuis les sections[2] — ce d'autant plus que l'historiographie traditionnelle les néglige souvent et se contente de se situer seulement depuis les « Grands Hommes » des assemblées. Or, dans toutes les grandes journées, leurs actions sont décisives. Et plus encore, ce sont les sections qui sont le pouls battant de l'énergie révolutionnaire. L'action en leur sein des Roux, Varlet ou Leclerc, et de tant d'autres aussi, est aujourd'hui l'objet de plus d'attention : ces hommes peuvent même paraître comme des modèles puissants quand il s'agit de penser la « démocratie directe ». Plus que les Montagnards[3], ce sont eux qui ont forgé l'héritage où vont puiser les communards moins d'un siècle plus tard. On peut d'ailleurs lire toute la séquence robespierriste de la Révolution[4] comme ce jeu d'alliance entre, d'une part, les sections populaires et la Commune de Paris, et, d'autre part, la Montagne

: Robespierre s'est appuyé sur les premières pour se défaire des Girondins[5], avant de les négliger — se retrouvant ainsi sans appui au moment où la Réaction à l'Assemblée[6] s'est armée contre lui. C'est, il me semble, un peu vite dit, mais cela peut aussi être une leçon. L'avant-garde révolutionnaire, sans Robespierre ni Comité acquis à sa cause, s'est retrouvée exsangue, et, pour n'avoir pas soutenu les seuls qui les défendaient, a laissé les contre-révolutionnaires agir. Les sections, sans la Montagne à l'Assemblée, ont donc cessé de jouer le rôle révolutionnaire qu'elles avaient. Si je partage avec beaucoup de mes camarades l'attrait pour ces figures, je ne pense pas qu'il faille repousser l'importance stratégique et le rôle politique des hommes du Comité, et singulièrement de Saint-Just. Oui, Saint-Just a occupé le pouvoir, et ce n'est pas *en dépit* de cette expérience qu'il faut assumer cette histoire, mais *en raison* de celle-ci.

Que voulez-vous dire exactement ?

> ***« Refuser de se poser la question du pouvoir revenait à la laisser aux contre-révolutionnaires, qui, eux, n'ont pas ces atermoiements, et l'exercent toujours contre leurs adversaires. »***

Qu'il n'a pas exercé le pouvoir au sens où l'entend la démocratie bourgeoise. Si l'expérience du gouvernement révolutionnaire reste importante, c'est bien parce que les hommes du Comité ont toujours pensé le pouvoir au cœur d'une contradiction. Il n'y a pas, comme on le dit trop souvent, l'hypocrisie des tyrannicides devenus tyrans. Au contraire. Miguel Abensour a su prendre au sérieux ce que la pensée du pouvoir de Saint-Just avait de fécond, aussi et surtout parce qu'elle se développe contre l'idée pauvre que le pouvoir est une autorité verticale qui s'impose. Plutôt le pouvoir se fait-il contre le pouvoir. Au fronton du projet de constitution rédigée par Saint-Just, il avait ainsi tenu à ce que soit inscrite sa formule lâchée au cœur de son discours pendant le procès du roi : « *on ne peut régner innocemment* ». On se souvient aussi de cette phrase, fameuse : « *Tous les arts ont produit leurs merveilles : l'art de gouverner n'a presque produit que des monstres* ». Il n'y a pas de renversement entre le Saint-Just qui écrit ces phrases en 1792 et le moment où il siège au Comité de salut public, plus tard. Il y a plutôt une contradiction qui s'exerce davantage que le pouvoir et qui fonde l'action du gouvernement révolutionnaire. La question demeure : comment faire une loi qui soit l'émanation de la volonté populaire ? La loi doit-elle empêcher, limiter ou rétablir ? Qu'est-ce qu'un représentant et que représente-t-il ? La politique doit-elle interrompre la vie des êtres ensemble ou la permettre ? Oui, poser le nom de Saint-Just aujourd'hui, hors toute légende noire — qu'elle vienne de la contre-révolution ou des forces révolutionnaires elles-mêmes —, c'est tâcher de prendre à bras-le-corps cette question

du pouvoir.

Qui se formulait comment, alors ?

Dès 1792, cette idée était très claire : refuser de se poser la question du pouvoir revenait à la laisser aux contre-révolutionnaires, qui, eux, n'ont pas ces atermoiements, et l'exercent de fait toujours contre leurs adversaires. Dans le mot pouvoir, on sait bien qu'il y a autre chose que l'autorité néfaste ; il y a aussi la capacité de faire : Saint-Just considérait que le politique était l'espace où pouvait se renverser les forces pour rendre possible l'avènement d'un monde égalitaire. Cela aussi demeure.

[Moshe Kupferman]

Tout en refusant le récit thermidorien et la lecture canonique de l'historien libéral François Furet, associant la Révolution française au totalitarisme stalinien, on doit, entre partisans de l'émancipation, questionner la séquence 1793-94. Après avoir ratifié l'exécution d'Hébert, donc de « l'extrême gauche », Saint-Just a, épaulé par des notes de Robespierre, rédigé un rapport délirant sur Danton et ses proches — les accusant notamment d'aspirer à rétablir la monarchie. Ils en sont morts. « *C'est le terrible de ces jours* », écrivez-vous. Comment raconter ce drame depuis notre camp ?

C'est en effet un drame, et il ne faut pas l'occulter. La manière dont le procès de Danton

a été conduit et le rôle qu'a joué incontestablement Saint-Just pour en accélérer l'issue jettent de toute manière un voile atroce sur ces quelques semaines. Seulement, il faut, ici comme toujours, saisir les événements dans la conjoncture et prendre au sérieux Saint-Just dans ses accusations. Dans une lecture paresseuse, on dit que la Révolution a « dévoré ses enfants » ; or il faut tâcher d'aller au-delà pour comprendre ce qui s'y joue. Non pas lire cette séquence comme un jeu de massacre, mais comme le cœur de ce que recouvrent, pour les uns et les autres, le mot de Révolution et son enjeu, ses termes. À gauche du Gouvernement révolutionnaire, Hébert considérait qu'il fallait aller encore plus loin, notamment dans les exécutions ; à droite, les Indulgents, menés par Desmoulins — Danton avait pris du recul —, considéraient qu'il fallait cesser la guerre [*contre les puissances européennes coalisées contre la jeune République, ndlr*] et à tout prix chercher à achever la Révolution. Ainsi, d'une certaine manière, chacun voulait voir la chute du Comité de salut public. Robespierre ne s'est pas défait des uns pour mieux se défaire des autres ; seulement, les uns et les autres rendaient de plus en plus périlleux la suite de la Révolution, alors que les armées coalisées aux frontières préparaient une offensive d'envergure et que le projet social cherchait encore à se formuler, notamment avec les décrets de Ventôse rédigés par Saint-Just[7].

> ***« Les Indulgents et les Enragés partageaient sans doute une vision proche des Montagnards quant aux buts de la Révolution — davantage que des Girondins. »***

Lors des procès, on accuse moins les Indulgents de vouloir rétablir la monarchie que de participer à son retour par des menées qui déstabilisent le gouvernement révolutionnaire. En cela, les accuser d'être contre-révolutionnaire a un sens, dans cette urgence et avec un péril qui menace de toute part. C'est cette urgence, et la menace que de l'intérieur font peser — différemment, mais simultanément — Hébert, d'un côté, et Danton et Desmoulins, de l'autre, qui peuvent expliquer l'atroce de ces procès qui vont se dérouler en marge du droit. Mais penser ces procès aujourd'hui doit aussi permettre d'évaluer sérieusement la responsabilité des Indulgents dans les affaires et les scandales financiers de l'époque — il est établi que la corruption de Danton était grande ; qu'Hébert n'avait pas le soutien des forces vives des sections qui ont été soulagées par sa chute ; que les uns comme les autres œuvraient pour faire tomber le Comité indépendamment de l'œuvre révolutionnaire. Cela, bien sûr, n'exonère pas Saint-Just de ses responsabilités dans l'usage expéditif qu'il fit du Tribunal révolutionnaire. Raconter cette histoire, c'est donc de nouveau entrer dans le jeu conflictuel des contradictions. Car les Indulgents et les Enragés partageaient sans doute une vision

proche des Montagnards quant aux buts de la Révolution — davantage que des Girondins.

Dans son roman *Les Onze*, consacré à cette période, Pierre Michon le dit aussi : les révolutionnaires qui se sont entredéchirés « *voulaient à d'infimes nuances près la même chose* ».

Il demeurait entre eux une divergence importante sur l'ampleur et le rythme de la Révolution. Puis, au cœur des conflits, reste l'histoire des êtres et de ce qui les lie : des amitiés anciennes, perdues, des ressentiments, des désirs qui diffèrent, des colères qui trouvent des mots, touchent, ou manquent. L'Histoire, ce n'est pas seulement des forces en présence mais le libre jeu des corps et de leurs affects. C'est aussi ce qui est en jeu dans ce printemps terrible de 1794.

Dans *Moi, la Révolution*, le philosophe et militant trotskyste Daniel Bensaïd a raconté son rapport à Saint-Just. Il y confiait l'estime qu'il lui portait tout en faisant de lui le « *miroir* » des « *contradictions* » de la Révolution. Saint-Just est à ses yeux le nom de la grandeur et d'une « *plaie* » — celle d'avoir « étatisé », « policiarisé » la Révolution. Le regard que vous portez sur lui contient-il cette ambivalence ?

Oui, cette contradiction est ce qui fonde la pensée politique de Saint-Just, et sa vie. Elle est au cœur, je l'ai dit, de sa conception du pouvoir ; elle l'est aussi de la conduite de l'existence. Je ne sais pas s'il a « étatisé » la Révolution : il n'en aurait de toute manière pas eu le temps. Surtout, il se méfiait grandement de ce qui ne s'appelait pas encore bureaucratie — beaucoup de ses discours sur l'État s'inquiètent de la part grandissante de ceux qui profitent des charges pour affermir un pouvoir personnel. Personnellement, c'est bien en raison de ces contradictions, et parce que, comme l'écrit justement Bensaïd, celles-ci sont en miroir de la Révolution, que cette figure me paraît essentielle pour saisir ce geste révolutionnaire, et penser à son usage aujourd'hui. Ces contradictions ne sont pas paralysantes. Bien au contraire, elles nomment un mouvement propre à la Révolution et à cette vie. J'avais en tête, tout au long de l'écriture, cette phrase de Dionys Mascolo : « "*L'inhumanité*" *de Saint-Just est en ceci qu'il n'a pas eu comme les autres hommes plusieurs vies distinctes, mais une seule.* »

[Moshe Kupferman]

Ceux qui ont triomphé de Saint-Just « *nous gouvernent encore aujourd'hui* », écrivez-vous. Autrement dit la bourgeoisie bride abattue, les faiseurs d'argent, les libéraux. En conclusion, vous écrivez que cette histoire « *nous servira d'armes quand il faudra prendre possession des villes, bientôt* ». On comprend que vous ne souhaitez pas seulement honorer une tradition passée, composer un tombeau nostalgique : vous voulez outiller, prolonger, relever.

N'est-ce pas la tâche de la littérature ? Le passé existe pour cela aussi, qu'il nous donne de nos nouvelles et nous offre des outils. À nous de les forger à notre mesure, et pour notre temps. Mais oui, on n'écrit pas un récit autour de Saint-Just pour en chanter la gloire ou cracher sur un nom, plutôt parce qu'on manque des forces et qu'on les cherche où elles peuvent être — par exemple dans ce nom. Si nous possédons la mélancolie des vaincus, il reste encore à agir avec cette mélancolie, et en elle : à penser collectivement quoi faire de cette mélancolie. Non s'y vautrer, pour sûr. Il y a eu des heures dans l'Histoire où certains n'avaient pour programme politique que d'écrire « *les plus belles journées de la vie* », comme le dit Sophie Wahnich. Se souvenir de ses heures, en écrire l'Histoire, bien sûr avec mélancolie, c'est d'une certaine manière se donner des forces, afin qu'elles servent.

Deux mots ont été capturés puis retournés par les puissants : « républicain » et « laïcité ». Ces mots, historiquement émancipateurs, sont devenus, en de

nombreux points de la société, des matraques et des instruments d'exclusion. L'écrivain peut-il contribuer à refaçonner les mots déglingués ?

> ***« On comprend la gêne des néolibéraux ou de la démocratie bourgeoise à l'égard de la Révolution censée être fondatrice de leur République. »***

Le langage de la domination se reconnaît à ses constants effets de renversement. *Révolution* était d'ailleurs le titre de l'ouvrage de campagne de l'actuel président de la République. Les exemples sont légion, où les mots sont littéralement retournés. En cela, l'écriture est l'espace politique d'un affrontement possible. Il peut l'être, il ne l'est pas par nature — combien de livres ramassent les mots où ils sont, valident par là le langage des dominants ? Mais puisque la littérature est l'espace d'une mise en tension du langage, elle est le territoire d'une confrontation. Que faire, donc ? Retourner le retournement ? Je ne sais pas. En tous cas, le donner à voir, c'est sûr. Il y aurait ce que propose Sandra Lucbert, par exemple, et qui est vital : en dévisageant la boue mentale de la langue libérale, elle la dynamite ; ou dans le travail de Nathalie Quintane, quelque chose qui travaille à une mise en visibilité de l'escroquerie langagière. Mais une réappropriation est-elle possible ? Pour ma part, je tâche de travailler à une forme qui serait un contre-chant. C'est dans l'altérité aussi que se joue la conquête de ces territoires de l'imaginaire. Car, oui, « *que salubre est le vent*[8] ». J'ai donc l'impression que l'instrument lyrique dont je parlais à propos de Saint-Just peut encore servir pour dresser ce contre-chant. Et, pour en revenir à la beauté, le récit lyrique pourrait agir comme un contre-poison, à condition évidemment que, comme chez Saint-Just, elle soit l'alliance du verbe et de l'action, et qu'elle donne le désir de ce qui manque.

Vous avez récemment qualifié Éric Zemmour de « *néofasciste* ». En meeting à Rouen, il vient d'en appeler au « *fond des âges* » et à la « *voix* » millénaire de la France. Réhabiliter la Révolution française, l'arracher des mains du roman national, serait-ce une façon de mener la bataille idéologique qui fait rage à l'heure où nous parlons ? D'opposer récit contre récit, voire pays contre pays ?

C'est essentiel. J'ai lu que pour lui « *Napoléon était notre père, Louis XIV notre grand-père et Jeanne d'Arc notre arrière-grand-mère* ». Évidemment, Saint-Just ferait figure ici de bâtard — ou d'immigré dans cette Histoire. En général, la Révolution est pour eux un accident de l'Histoire, quelque chose comme un hoquet — on comprend aussi la gêne des néolibéraux ou de la démocratie bourgeoise à l'égard de la Révolution censée être fondatrice de leur République. Alors ils n'évoquent que 1789, et on voit par là que leur

rêve institutionnel est une sorte de monarchie constitutionnelle : on fête le 14 juillet, moins pour les casseurs de la Bastille que pour la Fête de la Fédération et le serment du roi[9]. Donc, oui, évidemment, il est important de raconter l'Histoire, et de s'y situer. Il n'est pas besoin de « réhabiliter » la Révolution à cet égard : elle sait, toute seule, faire valoir ce que de droit. Mais relever ses figures, oui, ses noms, ses dates — comme, dans les rituels anciens, on dansait autour des feux pour relever les morts. Ce contre-récit révolutionnaire est donc nécessaire de nos jours, mais il ne sera pas suffisant, bien sûr. Évoquer la Révolution a au moins ce mérite de démasquer la nature foncièrement contre-révolutionnaire de notre démocratie, qui prépare le terrain au pire. Comme le dit Brecht, « *le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie, mais son évolution par temps de crise* ».

Illustration de bannière : Moshe Kupferman

---

1. 27 juillet 1794 : jour du renversement de Robespierre et de Saint-Just.[↩]
2. En 1790, l'Assemblée constituante instaure quarante-huit sections en lieu et place des districts, mettant ainsi fin à la tutelle de l'État sur la Commune de Paris. Elles jouent un rôle radical et essentiel dans la Révolution. Chaque section se compose d'un comité civil, d'un comité révolutionnaire et d'une force armée.[↩]
3. Députés de la Convention appartenant au groupe dit de « la Montagne ». Ils sont l'aile la plus « à gauche » de l'assemblée élue, en opposition aux Girondins.[↩]
4. Robespierre entre à la Convention comme député en 1792. Montagnard, il préside l'assemblée quelques jours en 1794 et siège au Comité de salut public un an durant, jusqu'à sa chute en juillet 1794. Il est alors l'un des principaux dirigeants du processus révolutionnaire.[↩]
5. En juin 1793, les Girondins sont exclus de la Convention sous la pression populaire de la Commune de Paris. Vingt-deux d'entre eux sont guillotinés par le gouvernement révolutionnaire au mois d'octobre.[↩]
6. Ou Convention nationale.[↩]
7. Ils prévoient de confisquer les biens des ennemis de la République afin de les redistribuer aux pauvres.[↩]
8. Vers de « La Rivière de Cassis », Rimbaud, 1872.[↩]
9. Le 14 juillet 1790, à l'occasion de la Fête de la Fédération, les députés jurent fidélité à la nation, à la loi et au roi, le nouveau triptyque de la monarchie constitutionnelle. Puis Louis XVI et Marie-Antoinette prononcent également le serment de fidélité.[↩]